

# En Bulgarie, des détournements de fonds européens font scandale

Plusieurs ministres et un proche du premier ministre ont démissionné

**C'**est écrit sur une petite pancarte. A l'entrée du village de Dolna Banya, au centre de la Bulgarie, l'Hôtel Nikol a touché des fonds européens pour ériger sa piscine à eaux thermales et sa salle de conférences. La bénéficiaire des fonds est officiellement la société bulgare qui gère les lieux. Mais il ne faut que quelques clics au journaliste d'investigation Atanas Tchobanov pour détecter que le véritable propriétaire des murs est en fait... le maire de la commune, et que l'hôtel est géré par sa belle-fille.

En jonglant entre le cadastre, le registre du commerce, les bénéficiaires du programme « maisons d'hôte » de la Commission européenne, le reporter du site d'information *Bivol* identifie rapidement l'élu, membre du parti conservateur au pouvoir, Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB). Encore un qui a bénéficié en toute discrétion de fonds européens – près de 200 000 euros dans son cas – pour les faire fructifier. « *En plus, ce programme n'est normalement pas fait pour construire les piscines d'hôtel en zone touristique, mais uniquement pour ouvrir des maisons d'hôte en zone agricole isolée* », déplore le journaliste en remontant la piste du maire sur son écran d'ordinateur portable.

Publié mardi 30 avril, le cas de l'Hôtel Nikol n'est qu'un des nombreux rebondissements de ce que

les Bulgares ont baptisé l'« Apartmentgate ». Derrière ce nom, un vaste scandale de propriétés acquises dans des conditions douteuses, qui secoue le monde politique local depuis fin mars. En quelques semaines, les révélations de *Bivol* et de ses confrères de l'antenne bulgare de Radio Free Europe ont déjà provoqué la démission de

**« L'« Apartmentgate » est le résultat d'années d'institutions dysfonctionnelles »**

**NIKOLAY STAYKOV**  
ONG Fonds bulgare  
contre la corruption

quatre ministres – dont celle de la justice, Tsetska Tsatcheva – et du bras droit du premier ministre conservateur, Boiko Borissov, au sein du GERB. Du jamais-vu depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, en 2007.

Tous ont été accusés, acte de propriété sorti du cadastre à l'appui, d'avoir soit acheté des appartements de luxe à des prix mystérieusement bradés, soit bénéficié de fonds européens pour faire rénover des résidences secondaires qui devaient – officiellement – servir de maisons d'hôte. Le parquet, qui a déclenché plusieurs enquêtes à la suite de ces révélations, parle de Jeep ou de yachts achetés sur les deniers de Bruxelles.

**Blanchiment d'argent sale**

Dans cet enchaînement, le dossier le plus spectaculaire est probablement celui du triplex du président de la commission anticorruption qui venait justement d'être mise en place, il y a moins d'un an, sous la pression de la Commission européenne. Plamen Gueorguiev, un proche du GERB, n'avait pas mentionné dans sa déclaration de patrimoine que son appartement acheté en 2017 comportait aussi un toit-terrasse de 186 m<sup>2</sup> avec pergola et sauna, mais surtout, il avait omis de préciser qu'il l'avait acheté au prix imbattable de 384 euros par mètre carré, largement inférieur au marché. Blanchiment d'argent sale, fraude fiscale ou tentative de corruption d'un promoteur en négociation pour construire une tour à Sofia? Tout comme les autres responsables impliqués dans l'« Apartmentgate », les motivations de M. Gueorguiev – qui a plaidé son innocence devant les caméras avant de se mettre « en congé » – n'ont pour l'instant pas été éclaircies. *« Ce scandale est le résultat d'années d'institutions dysfonctionnelles, constate Nikolay Staykov, de l'ONG Fonds bulgare contre la corruption. Ici, les médias sont contraints de faire le travail que les institutions ne font pas. »*

En théorie, les vérifications d'Atanas Tchobanov et de ses confrères sont en effet à la portée de n'importe quel procureur. Mais, malgré le mécanisme de surveillance européen de son système judiciaire imposé à la Bulgarie comme à la Roumanie depuis 2007, ceux-ci sont toujours largement considérés comme inefficaces, voire sous influence. *« La commission anticorruption est un "village Potemkine" [expression désignant un trompe-l'œil, une supercherie]*

*mis en place pour faire croire qu'on fait quelque chose », fustige Hristo Ivanov, ancien ministre de la justice de M. Borissov, désormais dans l'opposition.*

L'absence de condamnation définitive de responsables politiques de premier plan en douze ans d'appartenance à l'UE semble confirmer ses dires. Surtout en comparaison avec le bilan de la Roumanie voisine, où des dizaines de responsables ont été condamnés.

Face au scandale, M. Borissov se targue pourtant d'avoir éjecté toutes les personnes de son parti impliquées. Son vice-premier ministre, Tomislav Donchev, assure d'ailleurs que cette succession inédite de scandales *« ne veut pas dire que la corruption a augmenté »,* mais que la *« société et les médias y sont plus sensibles ».*

*« Ces scandales n'auraient d'ailleurs pas pu sortir si nous n'avions pas un cadastre et des déclarations de patrimoine librement accessibles »,* ajoute-t-il.

Les journalistes d'investigation bulgares dénoncent au contraire les multiples entraves à la presse, dans un paysage médiatique largement sous le contrôle d'oligarques proches du pouvoir qui discréditent souvent son travail, sans hésiter à recourir aux « fake news ».

La méthode rencontre un certain succès. Bien que les Bulgares suivent avec intérêt les rebondissements quasi quotidiens de l'« Apartmentgate », aucune manifestation n'a jusqu'ici secoué le pays. Les sondages montrent seulement un fléchissement des intentions de vote pour le GERB pour les élections européennes du 26 mai. D'autant que le scandale s'est aussi étendu à la tête de la liste d'opposition socialiste et au chef de file d'un des partis d'extrême droite alliés à M. Borissov.

Dans ce contexte, beaucoup sont désespérés par l'apathie de la Commission européenne, pourtant directement concernée. « *Le dernier rapport annuel du mécanisme de surveillance était évidemment faussé et trop optimiste*, tranche ainsi une source diplomatique occidentale, qui rappelle l'affiliation du premier ministre bulgare au Parti populaire européen de Jean-Claude Juncker. *Contraire-*

*ment à celle de la Roumanie, la situation n'a certes pas empiré réellement en Bulgarie, mais elle ne s'est jamais vraiment améliorée.* »

« *C'est une trahison* », déplore le très proeuropéen Hristo Ivanov.

De son côté, la Commission promet de prendre en compte le scandale dans son prochain rapport, prévu pour l'automne. Il doit préconiser ou non la fin de douze ans de surveillance. ●

**JEAN-BAPTISTE CHASTAND**